

Modèle pour la soumission de la demande d'autorisation à dérouler les activités prévues par la Loi n° 184 du 4 mai 1983, et amendements et intégrations suivants, et à s'inscrire au Tableau des organismes agréés.

A LA COMMISSION POUR LES ADOPTIONS INTERNATIOALES  
PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI  
LARGO CHIGI, 19  
00187 ROMA

Moi soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code Postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_

En ma qualité de Président et représentant légal pro tempore de l'organisation dénommée  
(*en entier*)

\_\_\_\_\_

acronyme (*sigle*)

\_\_\_\_\_

ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov.

\_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ n. \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Fax \_\_\_\_\_ E-mail \_\_\_\_\_

Site web \_\_\_\_\_

N° TVA \_\_\_\_\_ Code d'Identification Fiscale \_\_\_\_\_

### DEMANDE

Aux termes de l'article 39-ter de la loi n° 184 du 4 mai 1983, et amendements suivants et de l'article 11 du D.P.R. n° 108 du 8 juin 2007, l'autorisation à dérouler les activités dont il est question dans l'article de ladite loi

### En Italie

**dans les territoires mentionnés ci dessous** dont il est question dans l'article 9, alinéas 1, 2 et 3 de la délibération n° 13/2008/SG du 28 octobre 2008:

<input type="checkbox"/> Toute la macro-zone A)	Ou bien limiter ses propres opérations, par rapport à l'ensemble du territoire de la macro-zone, aux régions suivant:	<input type="checkbox"/> Valle d'Aosta <input type="checkbox"/> Piemonte <input type="checkbox"/> Liguria <input type="checkbox"/> Sardegna <input type="checkbox"/> Lombardia
<input type="checkbox"/> Toute la macro-zone B)	Ou bien limiter ses propres opérations, par rapport à l'ensemble du territoire de la macro-zone, aux régions suivant:	<input type="checkbox"/> Lombardia <input type="checkbox"/> Veneto <input type="checkbox"/> Trentino Alto Adige <input type="checkbox"/> Friuli-Venezia Giulia
<input type="checkbox"/> Toute la macro-zone C)	Ou bien limiter ses propres opérations, par rapport à l'ensemble du territoire de la macro-zone, aux régions suivant :	<input type="checkbox"/> Emilia Romagna <input type="checkbox"/> Toscana <input type="checkbox"/> Umbria <input type="checkbox"/> Marche <input type="checkbox"/> Sardegna
<input type="checkbox"/> Toute la macro-zone D)	Ou bien limiter ses propres opérations, par rapport à l'ensemble du territoire de la macro-zone, aux régions suivant:	<input type="checkbox"/> Lazio <input type="checkbox"/> Sardegna <input type="checkbox"/> Abruzzo <input type="checkbox"/> Molise <input type="checkbox"/> Campania
<input type="checkbox"/> Toute la macro-zone E)	Ou bien limiter ses propres opérations, par rapport à l'ensemble du territoire de la macro-zone, aux régions suivant:	<input type="checkbox"/> Campania <input type="checkbox"/> Puglia <input type="checkbox"/> Calabria <input type="checkbox"/> Basilicata <input type="checkbox"/> Sicilia

\* **cocher d'une croix une ou plusieurs régions ou macro-zones.**

**N.B.**

1. L'organisation peut demander d'être autorisée à œuvrer dans la région/les régions où elle a son siège, pouvant assurer l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance aux couples, dans la procédure d'adoption et l'assistance dans l'après adoption (article 9, alinéa 1, de la Délibération n° 13/2008/SG).
2. L'organisation peut demander d'être autorisée à œuvrer dans la macro-zone où elle a son siège, pouvant assurer l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance aux couples, dans la procédure d'adoption et l'assistance dans l'après adoption (article 9, alinéa 1, de la Délibération n° 13/2008/SG). En ce cas veuillez remplir l'annexe 13.
3. Si le siège de l'organisation utile à identifier sa zone d'opération est situé dans une région concourant à composer plusieurs macro-zones, il faut spécifier la macro-zone dans laquelle l'organisation envisage œuvrer (article 9, alinéa 4 de la Délibération n°. 13/2008/SG).
4. L'organisme peut demander de limiter ses opérations par rapport à l'ensemble du territoire de la macro-zone (article 9, alinéa 5, de la délibération n° 13/2008/SG).
5. L'organisme peut demander d'étendre ses opérations aux régions voisines à la région ou à la macro-zone où il a le siège, qui assure l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance aux couples, dans la procédure d'adoption et l'assistance dans l'après adoption (article 9, alinéa 1, de la Délibération n° 13/2008/SG). En ce cas veuillez remplir l'annexe 13.

## A l'étranger

Dans les Pays suivants, séparés par aire géographique \* :

EUROPE	AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE	OCEANIE

\* veuillez remplir les annexes n° 14, 15 et 16 par chaque Pays indiqué.

## A CE BUT DECLARE

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R. n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 du susdit DPR en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

a) que l'organisation constituée le (date) \_\_\_\_\_ dans la Commune de \_\_\_\_\_ remplit les conditions requises dont il est question dans l'article 39-ter de la loi n° 184 du 4 mai 1983, et amendements suivants et acquiert la forme juridique de:

- Association non reconnue
- Association reconnue
- Fondation
- Association coopérative
- Organisation non Gouvernementale (ONG)
- Organisation à but non lucratif d'Utilité Sociale (OBNLUS)
- Organisation bénévole
- Services de la Région ou Province Autonome
- Autre (spécifier ) \_\_\_\_\_

b) que l'organisation jouit de

- Personnalité juridique délivrée le \_\_\_\_\_ par \_\_\_\_\_ registre n° \_\_\_\_\_ auprès de \_\_\_\_\_;
- Reconnaissance en tant que Personne Morale délivrée le \_\_\_\_\_ par \_\_\_\_\_;
- Inscription au tableau du bénévolat de la Région \_\_\_\_\_

- du \_\_\_\_\_ n°. \_\_\_\_\_;
- Reconnaissance d'aptitude aux termes de l'article 28 de la loi n° 49 du 26 février 1987, le \_\_\_\_\_;
- Inscription au Registre Unique des OBNLUS du \_\_\_\_\_ n°. \_\_\_\_\_;

c) que l'organisme dispose en Italie des sièges suivants, garantissant l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance des couples dans la procédure d'adoption et l'assistance dans l'après adoption (article 8 de l'annexe A de la délibération n° 13/2008/SG):

**Liste des sièges en Italie (\*):**

Ville	Adresse

\* **Veillez remplir l'annexe n° 3 par chaque siège garantissant l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance des couples dans la procédure d'adoption et l'assistance dans l'après adoption.**

d) et d'autres sièges dans lesquelles seuls quelques activités ont été déroulées (ex. sièges non opérationnels à caractère légal, guichets d'information, centres de formation, autre):

**Liste des autres sièges en Italie (\*):**

Ville	Adresse

\* **Veillez remplir l'annexe n° 4 par chaque autre siège où seulement quelques activités de l'organisation ont été déroulées.**

e) d'avoir signé les accords de collaboration dont il est question dans l'annexe 18, indiqués ci de suite:

Nom du partenaire	Organisme agréé/autre type d'organisation/ Organisme public	Description des contenus de l'accord	Date de l'accord

f) d'observer la méthode opérationnelle décrite aux annexes n° 12 et 13.

**A remplir seulement par les Organismes déjà agréés \***

g) que l'organisation à été autorisée par la Commission à dérouler les procédures d'adoption internationale et qu'elle est actuellement inscrite au tableau des organismes agréés pour œuvrer aux termes de l'article 6 alinéa 1 petit c), du règlement:

**en Italie:**

- Sur l'ensemble du territoire national
- Dans la /les macro-zone/macro-zones \_\_\_\_\_
- Dans la/les région/régions \_\_\_\_\_

**A l'étranger**

Dans le/les Pays suivant/suivants

<b>Pays</b>	<b>Zones géographiques</b>	<b>N° et date Délibération CAI</b>	<b>Accr luiédité</b>	<b>Opérationnel</b>	<b>Date d'accréditation</b>

**\*Joindre la liste des documents déjà acquis au dossier de la Commission, aux termes de l'article 2, alinéa 4, de la délibération n° 13/2008/SG du 28 octobre 2008.**

**DECLARE EGALEMENT**

h) de n'avoir ni d'exercer de préjugés ni de discriminations d'ordre idéologique, religieux, racial ou de tout autre type vis-à-vis des aspirants à l'adoption;

i) de s'engager à présenter chaque année à la Commission un rapport de l'activité mise en place, y compris le bilan et le budget de l'organisme et toute autre donnée demandée par la Commission en respectant les échéances fixées;

l) de s'engager à reporter immédiatement à la Commission et au Tribunal des Mineurs compétent d'éventuels changements du projet d'adoption du couple lui ayant conféré le mandat ainsi que les circonstances influant sur l'aptitude du couple et à faire appel sans retard aux services territoriaux en cas d'adaptation problématique tant des parents que de l'enfant ;

m) de s'être engagé à réaliser dans le Pays dans lequel il demande d'être autorisé à œuvrer, des activités visant à la promotion des droits de l'enfant et d'application du principe de subsidiarité comme il est dit dans l'annexe 16.

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le:

## **Annexes à l'instance**

Les documents sous indiqués, signés par le représentant légal de l'organisation, sont joints à la demande dont ils forment partie intégrante, avec l'ensemble des documents indiqués par chaque annexe.

### **a) seulement pour les organismes non encore agréés:**

- a.1. constitution et statuts en copie authentique ou copie conforme
- a. 2. rapport détaillé de l'activité déroulée jusqu'à ce jour
- a.3. compte rendu économique des trois dernières années d'activité de l'organisation, comprenant l'état patrimonial (*joindre la liste de biens mobiliers et/ou immobiliers appartenant à l'organisation; faute de ces biens, joindre une déclaration "de non-possession" signée en original par le représentant légal de l'organisation*)
- a. 4. budget de l'année en cours

### **b) seulement pour les organismes déjà inscrits au tableau:**

liste des documents concernant l'organisation en Italie, fournis pour obtenir l'autorisation précédente et déjà acquis au dossier de la Commission;

### **Pour tous:**

- Fiche générale sur l'organisation d'ensemble de l'organisme (*annexe 1*);
- Fiche de récapitulation des sièges remplissant les caractéristiques dont il est question dans l'article 8, alinéa 1, de l'annexe A de la délibération n° 13/2008/ SG, et d'autres sièges éventuels (*annexe 2*);
- Fiche descriptive de chaque siège remplissant les caractéristiques dont il est question dans l'article 8, alinéa 1, de l'annexe A de la délibération n° 13/2008/ SG (*annexe 3*);
- Fiche descriptive de chaque autre siège éventuel (*annexe 4*);
- Fiche de récapitulation des membres du Bureau (*annexe 5*);
- Fiche de récapitulation des sujets s'acquittant de tâches de direction (*annexe 6*);
- Fiche de récapitulation des collaborateurs s'acquittant de tâches opérationnelles (*annexe 7*);
- Fiche de récapitulation des professionnels conseil auxquels l'organisation a recours (*annexe 8*);
- Fiche individuelle du représentant légal de l'organisation (*annexe 9*);
- Fiche de déclaration du représentant légal pour le compte de l'organisation (*annexe 10*);

- Fiche individuelle (pour chaque membre du Bureau de l'organisme, pour chaque personne recouvrant des charges de direction au sein de l'organisation, pour chaque collaborateur s'acquittant de tâches opérationnelles, pour chaque professionnel auquel l'organisation a recours) (*annexe 11*);
- Fiche concernant la méthode opérationnelle (*annexe 12*);
- Fiche concernant les modes opérationnelles d'assistance aux couples résidant dans la macro-zone ou dans des régions voisines (*annexe 13*);
- Fiche concernant l'activité à l'étranger (*annexe 14*);
- Fiche concernant l'étude pays (*annexe 15*);
- Fiche concernant les projets de coopération (*annexe16*);
- Carte des services (*annexe 17*);
- Fiche concernant les ententes et les accords de collaboration (*annexe 18*);
- Fiche descriptive des modes par lesquels l'organisme pense s'acquitter de l'obligation de rendre périodiquement disponibles les données concernant l'activité déroulée (*annexe 19*);
- Fiche coûts (*annexe 20*).

## Annexe 1

### FICHE GENERALE SUR L'ORGANISATION d'ENSEMBLE DE L'ORGANISME

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R. n° 445 du 28 décembre 2000, conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents:

#### DECLARE

- a) Que le Bureau est composé de n° \_\_\_\_ de personnes, dont:
- N. \_\_\_\_ Membres fondateurs de l'organisation
  - N. \_\_\_\_ Membres non fondateurs
  - N. \_\_\_\_ Bénévoles
  - N. \_\_\_\_ Professionnels
  - N. \_\_\_\_ autre (à spécifier)
- b) que les membres inscrits dans le registre des associés et en règle avec les cotisations au 31 décembre de l'année précédente sont au nombre de \_\_\_\_ dont:
- |                               |                             |
|-------------------------------|-----------------------------|
| N. _____ Membres fondateurs   | N. _____ Membres ordinaires |
| N. _____ Membres bienfaiteurs | N. _____ autre (spécifier)  |
- c) qu'en moyenne les membres ayant participé aux assemblées de la dernière année sont :
- en valeur absolue \_\_\_\_\_ en pourcentage \_\_\_\_\_
- d) que l'organisme de contrôle de l'organisation (réviseurs aux comptes, conseil syndical, autre) est composé par n° \_\_\_\_\_ de membres.

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le .....

## Annexe 2

### FICHE DE RECAPITULATION DES SIEGES EN ITALIE

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclaration non véridiques et de faussetés dans les documents,

#### DECLARE

- a) que l'organisation dispose des sièges suivants qui assurent l'acquittement des obligations et l'exécution de services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance aux couples dans la procédure d'adoption et dans l'après adoption:

	Ville	Adresse	Responsable du siège
<b>A n°1</b>			
<b>A n°2</b>			
<b>A n°3</b>			
<b>A n°4</b>			
<b>A n°5</b>			

- b) que l'organisation dispose des autres sièges suivants:

	Ville	Adresse	Responsable du siège	Type de siège
<b>B n°1</b>				
<b>B n° 2</b>				
<b>B n°3</b>				
<b>B n°4</b>				
<b>B n°5</b>				

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le.....

### Annexe 3

## FICHE DESCRIPTIVE DU SIEGE

A n° \_\_\_\_\_

(Remplir l'annexe 3 pour chaque siège qui assure l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information et l'assistance aux couples dans la procédure d'adoption et dans l'après adoption)

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ n. \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclaration non véridiques et de faussetés dans les documents,

### DECLARE

a) que le siège A n° \_\_\_\_\_ est situé à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
et dispose des services suivants au nom de l'organisation:  
Tel. \_\_\_\_\_ Fax. \_\_\_\_\_ E-mail \_\_\_\_\_

b) que ledit siège est constitué de  
 locaux de sa propriété  
 locaux en location  
 locaux en usage gratuit  
 autre (spécifier) \_\_\_\_\_  
(joindre document prouvant la cession ou auto-certification)

c) que les locaux sont en partage avec une autre organisation, et plus précisément:  
nom de l'autre organisation: \_\_\_\_\_  
siège légal \_\_\_\_\_  
type d'organisation \_\_\_\_\_  
activité déroulée \_\_\_\_\_  
type de l'accord \_\_\_\_\_  
date de l'accord \_\_\_\_\_

d) qu'en ce siège l'activité \*suivante a été déroulée  
.....  
.....  
.....

\* **décrire dans le détail l'activité déroulée en ce siège.**

e) Que l'organisation en ce siège a recours aux services de:

<b>Description</b>	<b>N° Plein temps</b>	<b>N° Temps Partiel</b>	<b>N° Total</b>
Personnel Salarié			
Personnel avec un contrat de collaboration coordonnée et continue			
Personnel avec contrat de prestation occasionnelle			
Autre (spécifier)			
Bénévoles			

f) que l'emploi du temps du siège et le suivant:

- Lundi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Mardi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Mercredi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Jeudi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Vendredi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Samedi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Dimanche de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

**DECLARE EN OUTRE**

g) que la direction de ce siège relève de M./Mme

---

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le

## annexe 4

### FICHE DESCRIPTIVE DES AUTRES SIEGES:

B n° \_\_\_\_\_

(Remplir l'annexe 4 pour chaque siège dans lequel il n'a été déroulé que quelque activité de l'organisation)

(Remplir l'annexe 3 pour chaque siège qui assure l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information et pour l'assistance aux couples dans la procédure d'adoption et dans l'après adoption)

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

### DECLARE

f) que le siège A n°. \_\_\_\_\_ est situé à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

et dispose des services suivants au nom de l'organisation:

Tel. \_\_\_\_\_ Fax. \_\_\_\_\_ E-mail \_\_\_\_\_

g) que ledit siège est constitué de

locaux de sa propriété

locaux en location

locaux en usage gratuit

autre (spécifier) \_\_\_\_\_

(joindre document prouvant la cession ou auto-certification)

h) que les locaux sont en partage avec une autre organisation, et plus précisément:

dénomination de l'autre organisation: \_\_\_\_\_

siège légal \_\_\_\_\_

type d'organisation \_\_\_\_\_

activité déroulée \_\_\_\_\_

type de l'accord \_\_\_\_\_

date de l'accord \_\_\_\_\_

i) qu'en ce siège l'activité \*suivante a été déroulée

.....  
.....  
.....  
\* **décrire dans le détail l'activité déroulée en ce siège.**

j) Que l'organisation en ce siège a recours aux services de:

<b>Description</b>	<b>N° Plein temps</b>	<b>N° Temps Partiel</b>	<b>N° Total</b>
Personnel Salarié			
Personnel avec contrat de collaboration coordonnée et continue			
Personnel avec contrat de prestation occasionnelle			
Autre (spécifier)			
Bénévoles			

f) que l'emploi du temps du siège et le suivant:

- Lundi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Mardi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Mercredi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Jeudi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Vendredi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Samedi de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_
- Dimanche de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_ et de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

**DECLARE EN OUTRE**

g) que la direction de ce siège relève de M./Mme

---

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le





## annexe 7

### FICHE DE RECAPITULATION DES COLLABORATEURS AYANT DES TACHES OPERATIONNELLES

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

#### DECLARE

D'avoir recours aux collaborateurs suivants:

NOM DE FAMILLE	PRENOM	FONCTIONS	AUPRES DU SIEGE N°

La fiche individuelle et le curriculum vitae de chaque collaborateur sont joints à l'annexe (voir annexe 11 "fiche individuelle").

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le

## annexe 8

### FICHE DE RECAPITULATION DE PROFESSIONNELS CONSEIL AUXQUEL L'ORGANISME A RECOURS

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

#### DECLARE

Que pour réaliser ses propres activités, l'organisme a recours à la collaboration des professionnels suivants:

NOM DEFAMILLE	PRENOM	CHARGES/FONCTIONS	AUPRES DU SIEGE N°

La fiche individuelle et le curriculum vitae de chaque collaborateur sont joints à l'annexe (*voir annexe 11 "fiche individuelle"*).

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le

## annexe 9

### FICHE INDIVIDUELLE DU REPRESENTANT LEGAL

Moi soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/Née à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ C.p \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

#### JE DECLARE

1. de collaborer avec l'organisation depuis..... et de dérouler l'activité suivante.....
2. de posséder les titres d'étude et professionnels suivants:
  - Titre d'étude.....
  - Eventuelle habilitation à exercer la profession de.....
3. Eventuelle inscription au tableau professionnel..... de..... à partir de.....
4. d'avoir expérience en matière de..... depuis au moins ..... ans, acquise auprès de \*.....
5. de posséder une formation et une expérience professionnelle spécifique en matière d'adoptions internationales, acquise depuis..... ans auprès de\*.....

\* S'il s'agit d'activité de bénévolat, il faut joindre la certification délivrée par l'organisation auprès de laquelle l'activité a été déroulée

#### JE DECLARE EGALEMENT

6. de ne m'acquitter ni de m'être acquitté de charges en matière de protection ou curatelle des enfants, de garde familiale, d'adoption nationale ou internationale, de nature à influencer l'activité ou les procédures d'adoption relevant de l'organisme;
7. de n'avoir ni d'avoir eu dans les deux dernières années aucune activité relative à de programmes de solidarité d'accueil d'enfants étrangers en Italie;
8. de n'être ni d'avoir jamais été assujetti à de mesures de sécurité de nature personnelle ni de mesures de prévention; de ne pas avoir été condamné bien qu'avec jugement non définitif, pour un des délits dont il est question dans les articles 380 et

381 du code de procédure pénale, dans les articles 600-*bis*, 600-*ter*, 600-*quater*, 600-*quinquies*, 609-*quater* et 609-*quinquies* du code pénal, de ne pas avoir été condamné, sans appel à une détention non inférieure à un an pour des **délits intentionnels**);

9. de ne pas avoir subi de condamnations de nature pénale; de ne pas avoir de procès de nature pénale en cours; de ne pas avoir subi de condamnations de faillite ou d'autres dispositions dans le cadre de procédures de concours de créanciers dans les cinq dernières années; de ne pas avoir subi de procédures de nature disciplinaire; C'EST A DIRE (**spécifier quels faits se sont passés**):

a. de ne pas avoir subi de jugements de nature pénale bien qu'avec le bénéfice de l'absence de mention:.....

b. d'avoir les procès de nature pénale suivants en cours.....

c. D'avoir subi dans les cinq dernières années les jugements de faillite ou d'autres dispositions dans le cadre de procédures de concours de créanciers ci dessous:.....

d. (pour ceux qui sont ou ont été inscrits à des tableaux professionnels) d'être assujetti à des mesures disciplinaires/ d'avoir subi les dispositions disciplinaires suivantes :.....

e. D'avoir subi dans les cinq dernières années les jugements de faillite ou d'autres dispositions dans le cadre de procédures de concours de créanciers ci dessous:... **UGUALE A C**

f. (pour ceux qui sont ou ont été inscrits à des tableaux professionnels) d'être assujetti à des mesures disciplinaires/ d'avoir subi les dispositions disciplinaires suivantes:... **UGUALE A D**.....

10. que les déclarations dont il est question dans les points 8 et 9 ci dessus se réfèrent également à des faits qui se sont passés et à des actions faites à l'étranger;

11. d'être conscient qu'aux termes des déclarations dont il est question dans les points 8 et 9 ci dessus, on considère comme condamnation l'application de la peine sur demande des parties aux termes de l'article 444 du code de procédure pénale.

Lu et approuvé.

Signature

Le

## Annexe 10

### FICHE DE DECLARATION DU REPRESENTANT LEGAL POUR LE COMPTE DE L'ORGANISATION

Moi soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/Née à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ C.p \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions De nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclaration non véridiques et de faussetés dans les documents,

#### JE DECLARE

1. que l'organisation n'a ni au eu au cours de deux dernières années aucun lien ou forme de collaboration avec des organismes engagés dans des programmes de solidarité d'accueil d'enfants en Italie et que les personnes la composant ou qui la dirigent ne déroulent aucune activité ayant trait à des programmes de solidarité;
2. qu'il a été/il n'a été\* constaté de manière définitive aucune violation de la part de l'organisme des obligations dérivant du paiement d'impôts ni des normes en matière de charges sociales;  
(\*biffer la partie inutile)
3. que l'organisation a été/n'a pas été\* soumise à des sanctions de nature administrative ni interdictive aux termes du Décret Loi 231/2001.  
(\*biffer la partie inutile)

#### JE SIGNALE

Aux termes de l'article 6, alinéa 5, de l'Annexe A à la Délibération n° 13/2008/ SG du 28 octobre 2008, que l'organisation a ou a eu, au cours de deux dernières années, recours aux collaborations suivantes avec des personnes physiques ou juridiques s'acquittant de tâches, menant des activités ou recouvrant des charges ou des fonctions concernant la protection ou la curatelle des enfants, la garde familiale, l'adoption nationale ou internationale:.....

.....  
.....

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le

## Annexe 11

### FICHE INDIVIDUELLE

(Remplir l'annexe 11 pour chaque membre du Bureau Directeur de l'organisme, pour chaque personne recouvrant des charges de direction au sein de l'organisme, pour chaque collaborateur ayant des tâches opérationnelles et pour chaque professionnel conseil auquel l'organisme a recours)

Moi soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

#### JE DECLARE

1. de collaborer avec l'organisation depuis le..... et de mener l'activité suivante.....
2. d'être en possession des titres d'étude et professionnels suivants:
  - titre d'étude.....
  - éventuelle habilitation à la profession de.....
3. éventuel inscription au tableau professionnel..... de..... depuis le.....
4. d'avoir expérience en matière de ..... depuis au moins .....ans et acquise auprès de\*.....
5. de posséder une formation spécifique et une expérience professionnelle en matière d'adoptions internationales, acquise depuis.....ans auprès\*.....

\* S'il s'agit d'activité de bénévolat, joindre la certification délivrée par l'organisation auprès de laquelle cette activité a été menée.

#### JE DECLARE EGALEMENT

6. De ne recouvrir ni d'avoir recouvert dans les deux dernières années de charges ou de fonctions ayant trait à la protection ou la curatelle des enfants, à la garde

familiale, à l'adoption nationale ou internationale, OU BIEN de recouvrir ou d'avoir recouvert dans les deux dernières années de charges ou de fonctions ayant trait à la protection ou à la curatelle des enfants, à la garde familiale, à l'adoption nationale ou internationale:.....

7. de ne mener ni d'avoir mené dans les deux dernières années aucune activité ayant trait à des programmes de solidarité en matière d'accueil d'enfants étrangers en Italie;
8. de n'être ni avoir jamais été soumis à de mesures de sécurité de nature personnelle ni de mesure de prévention; de ne pas avoir été condamné bien qu'avec jugement non définitif, pour un des délits dont il est question dans les articles 380 et 381 du code de procédure pénale, dans les articles 600-*bis*, 600-*ter*, 600-*quater*, 600-*quinquies*, 609-*quater* et 609-*quinquies* du code pénal ; de ne pas avoir été condamné sans appel à une détention non inférieure à un an pour des délits intentionnels;
9. de ne pas avoir subi de condamnation de nature pénale; de ne pas avoir de procès de nature pénale en cours; de ne pas avoir subi des condamnations de faillite ou d'autres dispositions dans le cadre de procédures de concours de créanciers dans les cinq dernières années; de ne pas avoir subi des procédures de nature disciplinaire; OU BIEN (**spécifier quels faits se sont passés**):
  - a. de ne pas avoir subi de jugements de nature pénale bien qu'avec le bénéfice de l'absence de mention:.....
  - b. d'avoir les procès de nature pénale suivants en cours :.....
  - c. D'avoir subi dans les cinq dernières années les jugements de faillite ou d'autres dispositions dans le cadre de procédures de concours de créanciers ci dessous:.....
  - d. (pour ceux qui sont ou ont été inscrits à des tableaux professionnels) d'être assujetti à des mesures disciplinaires/ d'avoir subi les dispositions disciplinaires suivantes:.....
- 10 que les déclarations dont il est question dans les points 8 et 9 ci dessus se réfèrent également à des faits qui se sont passés et à des actions faites à l'étranger;
- 11 d'être conscient qu'aux termes des déclarations dont il est question dans les points 8 et 9 ci dessus, on considère comme condamnation l'application de la peine sur demande des parties aux termes de l'article 444 du code de procédure pénale.

Lu et approuvé.

Signature

Le



## annexe 13

# DESCRIPTION DES MODES OPERATIONNELLES POUR L'ASSISTANCE DES COUPLES RESIDANT DANS LA MACROZONE OU DANS DES REGIONS VOISINES

(remplir l'annexe 13 pour chaque macro-zone et pour chaque région voisine pour lesquelles on demande d'étendre l'activité)

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Après avoir demandé d'être autorisé à accepter d'être saisi par des couples résidant:

- dans la macro-zone dans laquelle est situé le siège A n° \_\_\_\_\_ qui assure l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance aux couples, dans la procédure d'adoption ainsi que l'assistance dans l'après adoption ;
- dans les régions suivantes voisines à la macro-zone dans laquelle est situé le siège A n° \_\_\_\_\_ qui assure l'acquittement des obligations et l'exécution des services nécessaires pour l'information, la préparation et l'assistance aux couples, dans la procédure d'adoption ainsi que l'assistance dans l'après adoption:

.....  
.....  
.....  
.....

### INDIQUE

Ci de suite les modalités par lesquelles envisage assurer aux couples résidant dans cette macro-zone, ou bien les régions voisines indiquées, l'assistance nécessaire dans toutes les phases de la procédure d'adoption et dans l'après adoption:

Information et préparation générale: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Assistance au couple en attente, pendant et après l'accouplement: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Assistance dans l'après adoption: \_\_\_\_\_

Aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

### DECLARE

Que les activités susmentionnées ont lieu auprès du siège de \_\_\_\_\_

De l'organisme agréé \_\_\_\_\_

D'une autre organisation \_\_\_\_\_

Du service territorial \_\_\_\_\_

**En vertu des accords suivants avec des organismes agréés, d'autres organisations ou services territoriaux** \_\_\_\_\_

Qu'à ce but l'organisation a recours à ses collaborateurs :

NOM DE FAMILLE	PRENOM	CHARGES/FONCTIONS

et aux collaborateurs suivants relevant d'autre organisme, organisation ou service territorial \*:

NOM DE FAMILLE	PRENOM	ORGANISATION D'APPARTENANCE	CHARGES/FONCTIONS

\* joindre les fiches individuelles, analogues à celles des collaborateurs de l'organisme.

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le.....

## annexe 14

### FICHE CONCERNANT L'ACTIVITE A L'ETRANGER

(Remplir la fiche 14 pour chaque Pays pour lequel on demande l'autorisation)

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Demandant l'autorisation à développer les activités dont il est question dans l'article 31 de la loi n°184 du mai 1983, et amendements suivants dans le Pays,

\_\_\_\_\_

aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

### DECLARE

a) d'avoir pourvu à nommer un propre représentant et/ou référent comme suit:

Nom et Prénom, titre professionnel, charge

\_\_\_\_\_

b) que ce représentant/référent est aidé dans l'acquittement de ses fonctions par:

Nom et prénom titre professionnel, charge

1. \_\_\_\_\_  
2. \_\_\_\_\_  
3. \_\_\_\_\_  
4. \_\_\_\_\_

c) que pour l'expédition des procédures d'adoption a encore recours aux professionnels suivants :

Nom et Prénom titre professionnel, charge

1. \_\_\_\_\_  
2. \_\_\_\_\_  
3. \_\_\_\_\_  
4. \_\_\_\_\_

d) qu'aux collaborateurs est reconnue la rémunération suivante

- Salaire fixe \_\_\_\_\_
- forfait \_\_\_\_\_
- autre \_\_\_\_\_

- **joindre une copie des accords de collaboration/contrats/ autre**
- **joindre une copie des diplômes et des attestations sur les qualités morales des collaborateurs à l'étranger**

### **DECLARE EN OUTRE**

e) de pouvoir disposer de la structure suivante (siège): \_\_\_\_\_

- **indiquer si on dispose d'une propre structure ou si on se sert de structures d'autres organisations déjà sur place, en joignant les contrats correspondants;**
- **au cas où le siège est rendu disponible par le référent, joindre la déclaration indiquant spécifiquement les conditions de son utilisation et l'engagement à assurer le déroulement de l'activité de suivi de la part de la Commission;**

f) d'avoir organisé les services suivants pour dument accueillir et accompagner les aspirants à l'adoption pour la période de séjour prévue.

g) ceci dit, le coût prévisible pour chaque procédure d'adoption dans le Pays est de €

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le.....

## annexe 15

### ETUDE PAYS

(Préparer l'annexe 15 pour chaque Pays pour lequel on demande l'autorisation)

- Pays étranger

---

- Zone géographique

---

- Ratification de la convention de la Haie

OUI

NON

- Description géopolitique du Pays, avec référence particulière aux conditions des enfants et au système juridique et social de protection de la famille et de l'enfance

---

---

- Législation en vigueur en matière de

- Protection des enfants

---

---

- Adoption nationale et internationale

---

---

- Description des procédures pour la déclaration de l'état d'abandon

---

---

- Identification des autorités compétentes pour la décision en matière d'adoptabilité et d'adoption

---

---

- Conditions pour la vérification de l'état d'abandon et pour le respect du principe de subsidiarité de l'adoption internationale; identification de criticités éventuelles;

---

---

- Caractéristiques et conditions des mineurs adoptables
- 
- 

- Description des procédures en vigueur dans le Pays en vue de l'évaluation des couples et pour l'accouplement avec l'enfant
- 
- 

- Description des modes de préparation de l'enfant à l'adoption
- 
- 

- Description du mode opérationnel que l'on envisage adopter et des délais prévus pour la réalisation concrète de l'adoption, dans ses différentes phases
- 
- 

- Indication des temps de permanence à l'étranger du couple (en précisant les phases éventuelles et le nombre de voyages)
- 
- 

- Obligations demandées pour l'après adoption
- 
- 

- Coûts détaillés et globaux prévus pour chaque adoption
- 
- 

- Cadre d'ensemble des adoptions internationales réalisées dans le Pays: nombre et caractéristiques des adoptions effectuées, présence d'autres organismes italiens et étrangers
- 
- 

- Perspectives d'accréditation et caractère opérationnel
- 
- 

- Projet spécifique de l'organisme en vue de la réalisation des adoptions internationales dans le Pays
- 
- 

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le.....

## annexe 16

### DESCRIPTION DES PROJETS DE COOPERATION

(remplir l'annexe 16 pour chaque projet de coopération)

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

### DECLARE

Que dans le Pays \_\_\_\_\_ l'organisation s'est engagée à réaliser les activités suivantes de promotion des droits de l'enfance et de réalisation du principe de subsidiarité:

<b>Organisme réalisateur</b>			
<b>Nom du projet</b>			
<b>Localisation</b>			
<b>Durée</b>		<b>Date du début</b>	

Brève description du contexte

---

---

---

Programme

---

---

---

---

Bénéficiaires directs	Bénéficiaires indirects

Objectifs / résultats attendus/ activités réalisées

---

---

---

---

Organisations engagées	Autorités locales	Partenaires locaux

Coût total du projet: \_\_\_\_\_

Engagement économique pris par l'organisation : \_\_\_\_\_

Système de suivi

---

---

---

- **Joindre toute documentation utile sur les activités de promotion des droits de l'enfance**

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le.....

## annexe 17

### CARTE DES SERVICES

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

### DECLARE

Qu'il entend fournir aux couples, au plus tard au moment de l'attribution du mandat, une carte des services conforme au modèle ci-joint

- **Joindre le modèle de carte des services que l'on veut adopter.**

(La carte des services est articulée selon le schéma synthétique reproduit ci de suite, élaboré avec les organismes agréés.

1. *Carte des services pour l'adoption internationale: pourquoi?*
2. *Présentation de l'organisme*
  - *Bref historique de l'organisme,*
  - *Pays pour lesquels il est autorisé et pays dans lesquels il est opérationnel et accrédité*
  - *Description de la propre organisation territoriale:*
    - *in Italie*
    - *à l'étranger*
3. *Engagement de subsidiarité*
4. *Principes inspirateurs de l'adoption internationale*
5. *Description de la méthode pendant le processus d'adoption:*
  - a) *Information préliminaire à l'attribution éventuelle de la charge*
  - b) *Rencontre d'information avec les aspirants à l'adoption: entrevue individuelle et de groupe*
  - c) *Attribution du mandat*
  - d) *Préparation du couple*
  - e) *Identification du pays et changements éventuels*
  - f) *Acquisition de la documentation pour la formation du dossier du couple*
  - g) *Soumission du dossier à l'étranger: modes et temps*
  - h) *Détermination du moment auquel il faut procéder à la révocation de la disponibilité **simultanée** également à l'adoption nationale*
  - i) *Initiatives pour la gestion des temps de l'attente*
  - j) *Proposition d'adoption et préparation à la rencontre avec l'enfant*
  - k) *Préparation au départ*
  - l) *Assistance à l'étranger et rencontre avec l'enfant*
  - m) *Rentrée en Italie*
  - n) *Après-adoption:*
    - *Obligation avec le Pays d'origine de l'enfant*
    - *Soutien à la famille*
6. *Accords de collaboration visant à la réalisation d'adoptions internationales:*

- Avec les institutions publiques
  - Avec d'autres organismes agréés
  - Avec d'autres organisations
7. *Description des coûts:*  
(en faisant référence et en renvoyant aux barèmes des coûts publiés par la Commission et à ceux publiés par l'organisme, on fournit des indications sur le total des coûts en Italie et à l'étranger avec les échéances des paiements des services relatifs aux différentes phases du processus d'adoption. Décrire également les modes et le montant des restitutions en cas de révocation ou restitution du mandat et en cas de changement du pays)
  8. *Présentation des dispositions prévues en vue du soutien économique du couple ayant conclu une adoption internationale*
  9. *Changement d'organisme: descriptions des modes et des conditions pour l'acceptation et la révocation du mandat*
  10. *Description des procédures pour la restitution ou la révocation du mandat*
  11. *Information sur les mesures de soutien public en vigueur*
  12. *Modalités de certification des frais d'adoption en vue de leur déductibilité et du remboursement de 50%*
  13. *Eventuel glossaire)*

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le .....

## annexe 18

### ENTENTES ET ACCORDS DE COLLABORATION

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

#### DECLARE

Que l'organisation a signé les accords suivant:

Accords entre organismes agréés pour des activités en Italie

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Accords entre organismes agréés pour des activités à l'étranger

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

D'autres accords de collaboration avec organismes agréés ou organismes engagés dans la promotion des droits de l'enfance

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Conventions avec les services territoriaux

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Lu et approuvé

Signature du représentant légal

Le .....

**annexe 19**

**DESCRIPTION DES MODALITES DE DIFFUSION PERIODIQUE DES  
DONNEES IMPORTANTES POUR LA CORRECTE INFORMATION  
DU PUBLIC**

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

**DECLARE**

Que les modes par lesquelles il envisage s'acquitter de l'obligation de rendre périodiquement disponibles les données sur l'activité déroulées sont les suivants:

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Lu et approuvé  
Signature du représentant légal  
Le .....

## annexe 20

### FICHE COUTS

(Remplir l'annexe 20 pour chaque Pays pour lequel on demande l'autorisation)

Le/la soussigné/ée \_\_\_\_\_  
Né/ée à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Résidant à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Code d'identification fiscale \_\_\_\_\_  
En tant que représentant légal de l'organisation \_\_\_\_\_  
Ayant son siège légal à \_\_\_\_\_ Prov. \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

aux termes des articles 46 et suivants du D.P.R n° 445 du 28 décembre 2000, et conscient des sanctions de nature pénale dont il est question dans l'article 76 dudit D.P.R. en cas de déclarations non véridiques et de faussetés dans les documents,

### DECLARE

Que chaque couple, en vue de réaliser l'adoption dans le Pays \_\_\_\_\_  
devra faire face au coût global suivant: euros \_\_\_\_\_

Dont euros \_\_\_\_\_ pour les obligations en Italie

Et euros \_\_\_\_\_ pour la procédure à l'étranger.

Précise que les services et les activités nécessaires et les coûts relatifs sont les suivants:

\_\_\_\_\_ euro \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ euro \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ euro \_\_\_\_\_

Tandis que les services, les activités additionnels et les coûts relatifs sont les suivants :

\_\_\_\_\_ euro \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ euro \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ euro \_\_\_\_\_

Déclare que le montant de la procédure d'adoption sera subdivisé par \_\_\_\_\_ tranches, à payer moyennant \_\_\_\_\_

Avec les échéances suivantes : \_\_\_\_\_

Et qu'en cas de révocation ou de défaisance d'annulation du mandat, les restitutions suivantes sont prévues : \_\_\_\_\_

Vu et approuvé.

Signature du représentant légal

Le.....